



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRETE N° 2021-029**

**portant inscription au tableau d'avancement au grade  
d'adjoint technique principal des administrations de l'Etat de 1<sup>re</sup> classe (ATP1)  
au titre de l'année 2022**

**La ministre de la transition écologique,**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 2021 fixant les taux de promotion dans les corps des dessinateurs, des adjoints administratifs des administrations de l'État, des adjoints techniques des administrations de l'État, des experts techniques des services techniques, des syndics des gens de mer et des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État du ministère de la transition écologique ;

Vu les lignes directrices de gestion relatives aux parcours professionnels et aux promotions du MTE, MCTRCT et MM en vigueur pour la campagne de promotions de l'année 2022 ;

Considérant que le nombre de postes à pourvoir au tableau d'avancement dans le grade d'adjoint technique principal de 1<sup>re</sup> classe au titre de l'année 2022 est fixé à 30,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les trente agents dont les noms figurent dans le tableau annexé au présent arrêté sont inscrits au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal des administrations de l'Etat de 1<sup>re</sup> classe (ATP1) au titre de l'année 2022.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera déposé à la direction des ressources humaines pour être notifié à qui de droit.

Fait, le 9 décembre 2021

Pour la ministre et par délégation,